

Et si les gilets jaunes sauvaient finalement la croissance française?

En corrigeant une politique économique incapable de faire face au ralentissement de la croissance, le mouvement social pourrait, au bout du compte, dynamiser la croissance plus qu'il ne la pénalise. Sauf si le gouvernement décide de nouveau de ramer à contre-courant...

En fin de semaine dernière, Bruno Le Maire *n'a pas hésité à parler de « catastrophe »* pour évoquer l'impact du mouvement des "gilets jaunes" sur l'économie. Pour lui, le coût serait de "0,1 point de croissance", avec "des emplois en moins"... Les commentateurs favorables au gouvernement ont abondé dans son sens en s'appuyant sur une note de conjoncture de la Banque de France, fondée sur des enquêtes publiées le 10 décembre et qui révisait à la baisse de 0,2 point, la prévision de croissance du PIB pour le dernier trimestre 2018, la portant à 0,2 %. L'affaire semblait donc entendue : les gilets jaunes ont "cassé la croissance". Et dès lors, ils se couperaient l'herbe sous le pied : moins de croissance, ce serait moins de richesse à partager et donc moins de transferts possibles... On pourrait alors encore une fois entonner *la chanson de leur « inculture économique »*.



Caroline Janvier, députée LREM du Loiret, avec des gilets jaunes, le 7 décembre 2018. © MJ

Seulement en réalité, rien n'est simple. Certes, un mouvement social provoquant la fermeture massive de commerces de détail comme celle du 8 décembre à Paris n'est pas sans conséquence. C'est du reste, il convient de le rappeler, un des buts d'une telle mobilisation. La Banque de France signale effectivement et logiquement certains secteurs impactés en novembre : commerce de détail, restauration, transport. Ces secteurs ne sont pas négligeables : leur valeur ajoutée compte environ pour 17 % du PIB. S'ils dévissent, la croissance devrait donc logiquement également

en pâtir, sauf s'il y a un mouvement fort pour compenser.

Mais il faut immédiatement donner plusieurs précisions. Le mouvement actuel est très particulier : les blocages sont rarement complets, il n'y a pas de mouvement de grève massif et les effets sur le commerce et la restauration se concentrent sur les samedis. Par ailleurs, il existe désormais des moyens de contourner la fermeture des commerces par des achats en ligne. C'est certes désastreux pour le commerce local et (souvent) pour les finances publiques, puisque beaucoup de sites de distribution pratiquent l'évasion fiscale, mais en termes macroéconomiques, l'acte de consommation peut être effectué.

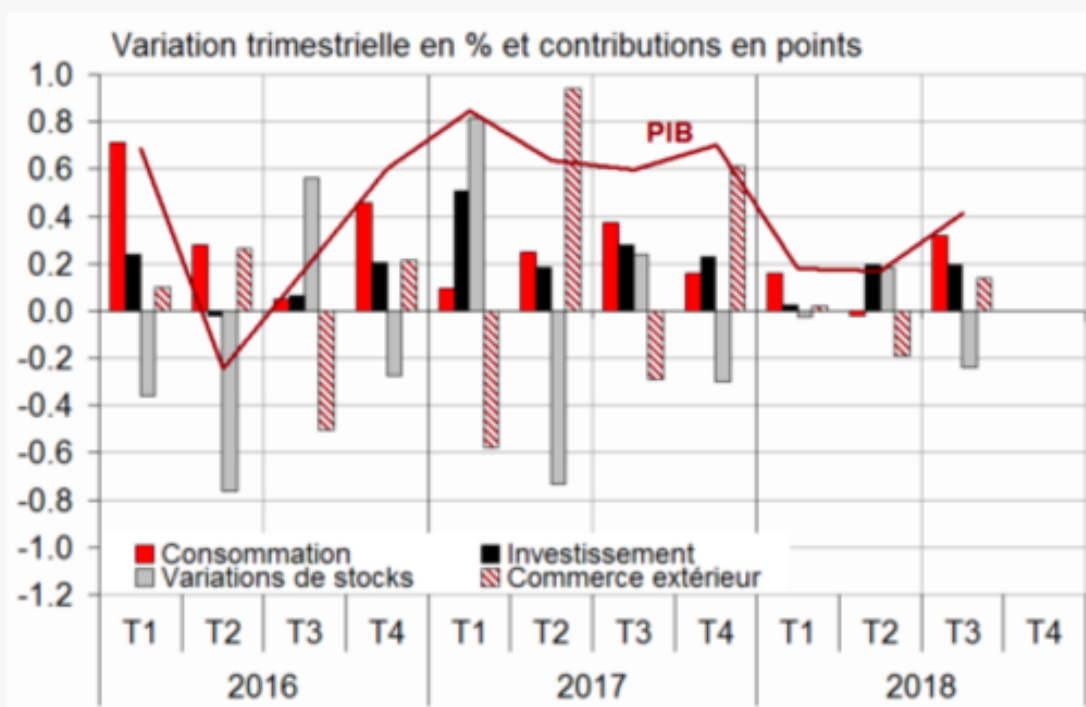
L'impact, de ce point de vue, sera nécessairement plus faible que celui du mouvement social de l'automne 1995, pendant lequel 6 millions de journées de travail avaient été perdues par la grève et le trafic ferroviaire avait été bloqué pendant trois semaines. La croissance française trimestrielle avait alors fortement dévissé, passant entre le 3^e trimestre 1996 et le 4^e trimestre 1996 de 0,6 % à 0,1 %. La consommation des ménages avait été sévèrement impactée, avec un recul de 1,2 % sur le trimestre.

Il faut donc demeurer pondéré. La perte principale peut effectivement concerner l'hôtellerie et la restauration et, plus généralement, l'activité touristique. Mais là encore, l'impact restera sans doute limité. En 2016, alors que la France avait été frappée par deux attaques très meurtrières et traumatisantes à Paris fin 2015 et à Nice à l'été 2016, et que le tourisme avait connu l'une de ses pires années, la valeur ajoutée du secteur transport, hébergement, commerce et restauration avait progressé de 1,9 % sur un an, contre 1 % en 2015.

Un ralentissement entamé bien avant les gilets jaunes

Il est donc peu vraisemblable que l'impact d'un mouvement comme celui des gilets jaunes soit réellement significatif. Quand bien même il serait de 0,2 point (ce que la Banque de France n'affirme pas directement et qui semble une facture très élevée), on ne serait pas dans le cadre de la "catastrophe". Il est, du reste, piquant de voir Bruno Le Maire évoquer une "catastrophe" pour un impact de 0,1 point de PIB, alors que les choix budgétaires du gouvernement (diluer la baisse des cotisations et augmenter d'emblée la CSG et les taxes indirectes) ont conduit à un coup d'arrêt de la croissance de 0,5 point en début d'année. Entre le dernier trimestre de 2017 et le premier de 2018, la croissance française est passée de 0,7 % à 0,2 %. Sans gilets jaunes. À l'époque, [le même Bruno Le Maire](#) parlait d'un "léger tassement" de la croissance. Léger tassement qui a donc été cinq fois plus important que l'actuelle "catastrophe"...

Graphique - Le produit intérieur brut et ses composantes



Source : Insee

Le PIB français et ses composantes. © Insee

Le vrai problème conjoncturel de la France n'est donc pas dans le mouvement des gilets jaunes. Il est dans le fait que la dynamique de la croissance a été brisée par Emmanuel Macron et ses choix. En 2018, l'impact des mesures fiscales a été violent : la consommation des ménages s'est contractée au deuxième trimestre de 0,1 %, principalement par la dégradation du pouvoir d'achat. Un léger rattrapage s'est produit, avec une croissance de 0,4 % au 3^e trimestre, mais ce n'est pas une

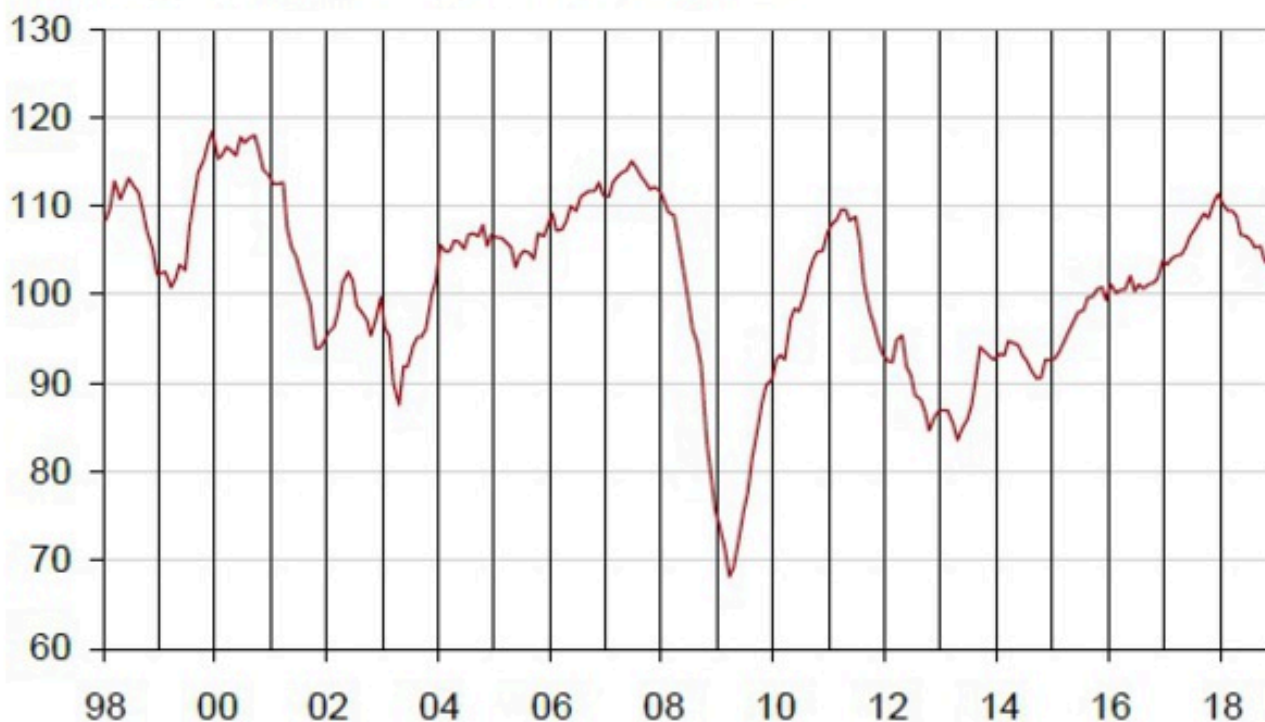
"reprise". Le régime de croissance s'est réduit en 2018, malgré les "réformes" gouvernementales et même en partie à cause d'elles.

En réalité, le quatrième trimestre s'annonçait difficile. Dès octobre 2018, la même enquête de la Banque de France dénotait une forte dégradation de la production et des commandes dans l'industrie manufacturière et le bâtiment. Les services tenaient encore, mais à un niveau modéré. Quant au climat des affaires calculé par l'Insee, il s'était stabilisé en novembre à un niveau inférieur à celui de mai 2017. Enfin, le 19 novembre dernier, l'indicateur des attentes des chefs d'entreprise, calculé par Markit, a atteint « un plus bas de deux ans ». Là encore, impossible de prétendre que la faute en revient aux gilets jaunes.

Il est possible que la glissade de novembre soit aussi due à un retour à la réalité des chefs d'entreprise français face au ralentissement mondial. Au troisième trimestre, des économies aussi dépendantes de la demande mondiale que l'Allemagne, l'Italie, la Suisse et la Suède ont vu leur PIB se contracter. Il aurait été étonnant que la France échappe à ce ralentissement. On comprend mieux alors le catastrophisme du gouvernement ; il s'agit de préparer l'opinion à un nouveau ralentissement de la croissance en trouvant une cause simple, mais clairement outrancière : la crise des gilets jaunes.

Indicateur de climat des affaires France

Normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10



Climat des affaires en France © Insee

Mais gilets jaunes ou pas, la France devra désormais faire face aux conséquences des tensions commerciales mondiales et du resserrement monétaire généralisé. Or malgré les trois "réformes" du marché du travail, malgré la fin de l'ISF et l'introduction du PFU, malgré le CICE, les entreprises françaises investissent toujours aussi mal à propos. La compétitivité et les exportations demeurent toujours aussi mal en point. Mieux même, les parts de marché françaises décrochent depuis que ces

politiques sont menées... L'argent transféré aux entreprises ne va pas dans l'amélioration relative du tissu productif. Or pour transférer ces sommes, on a fait participer les ménages et rogner sur leurs gains de pouvoir d'achat, notamment par les salaires. On a donc globalement affaibli les composantes de la croissance française.

Et une fois passée la "bulle" de 2016-2017, explicable par le rattrapage de 2015-2016, les taux bas et l'environnement mondial, la croissance est nue, et le caractère inopérant de la politique néolibérale de ce gouvernement comme des précédents devient évident. Emmanuel Macron et la majorité peuvent bien marteler l'argument de la "reprise", leur bilan économique est terne et la croissance ralentit. Ce ralentissement est confirmé le 14 décembre par la Banque de France qui prévoit une croissance de 1,5 % entre 2018 et 2022, sans tenir compte des mesures annoncées le 10 décembre. Autrement dit, l'effet de la politique d'Emmanuel Macron est négatif sur la croissance.

Les gilets jaunes remettent la politique économique en ordre

Dès lors, le seul pilier possible pour faire face est bel et bien la consommation des ménages. Et singulièrement celle des plus fragiles, celle qui alimente directement le tissu commercial local et ne se perd pas dans des épargnes qui n'irriguent plus l'investissement... Dès lors, la révolte des gilets jaunes, qui a contraint le gouvernement à redonner du pouvoir d'achat aux ménages les plus modestes, peut avoir un effet contracyclique (inverse à la tendance de l'économie) précieux durant l'année 2019. L'avancement de la hausse de la prime d'activité, la fin de la surtaxe de la CSG pour les retraités modestes et (de façon moins certaine), la défiscalisation des heures supplémentaires pourraient ainsi permettre de rattraper une partie du terrain perdu. Dans *Les Échos*, l'économiste de l'OFCE Mathieu Plane, spécialiste de la conjoncture française, estime que l'effet brut sur la croissance pourrait atteindre 0,5 point de PIB. L'impulsion budgétaire, autrement dit l'impact du budget sur la croissance, pourrait ainsi passer de - 0,3 point de PIB à + 0,2 point de PIB. Bref, la croissance pourrait être singulièrement dynamisée.

Il est utile de noter que cette dynamique se fait au corps défendant d'un gouvernement qui a laissé la situation, y compris économique, se dégrader. Sans les gilets jaunes, en effet, le gouvernement n'aurait jamais porté ces mesures. Au contraire, il comptait principalement sur la baisse des cotisations, laquelle est proportionnelle au salaire et donc profite d'abord aux plus aisés, pour relancer la consommation. Une telle mesure, comme l'ISF et le PFU, alimente davantage l'épargne non productive que la consommation. Car malgré sa mise en place au 1^{er} octobre, la hausse de 0,95 % du salaire net *via* cette baisse de cotisation semble incapable de compenser la crise des gilets jaunes (en réalité le ralentissement global de l'économie). Bref, les gilets jaunes ont contraint, d'une certaine façon, le gouvernement à faire un choix opportun. Leur impact sur la croissance devra donc aussi être mesuré à cette aune.



Emmanuel Macron, Édouard Philippe et Bruno Le Maire. © Reuters

Opportun, mais peut-être pas décisif. Car les mesures annoncées ne sauraient être pleinement satisfaisantes. Elles ne s'emparent pas réellement de la question des inégalités et de la mauvaise qualité de l'investissement des entreprises. Le choix d'insister lourdement sur la défiscalisation des heures supplémentaires risque aussi de détruire des emplois et pourrait donc freiner la dynamique, au moins partiellement. Surtout, la clé de l'impact final sur la croissance sera le financement. Comme le souligne dans

Alternatives économiques un autre économiste de l'OFCE, Éric Heyer, l'impact positif ne vaut que "tant que ces mesures sont financées par le déficit". Et d'ajouter :

"Dès qu'un financement aura été mis en place, il y aura mécaniquement des lésés. Restera alors à savoir qui paiera l'addition."

Si, comme cela a été préparé par le premier ministre, il y a un financement par des baisses de dépenses, cet impact positif sera réduit. Dans ce cas, la croissance française pourrait encore s'affaiblir et, comme souvent, le coût de ces mesures pourrait être plus élevé que si l'on avait laissé le déficit filer.

Le gouvernement français est donc au pied du mur. Il peut profiter du message envoyé par les gilets jaunes pour engager une réflexion sur la nature de l'économie française et sa nécessaire transformation, celle d'un investissement de qualité, utile, répondant aux défis du pays et du moment, et soutenu par une réduction des inégalités qui, *comme l'a souligné encore récemment Gaël Giraud*, le chef économiste de l'Agence française du développement, est un déterminant clé de la croissance. Ou il peut continuer sa politique perdante de l'offre et de la baisse des dépenses publiques. Dans ce cas, le mouvement des gilets jaunes pourrait ne pas être le dernier mouvement social de ce quinquennat.